



Discours du Président de la République

Déclaration de la Cgt

A l'occasion de son intervention à Versailles devant les parlementaires, le Président de la République s'est une nouvelle fois exprimé sur la crise et les orientations économiques et sociales qu'il préconise. Dans une première partie, inspirée de son discours de Genève à l'OIT, il a repris la critique de la mondialisation actuelle et des dérives du capitalisme financier. Il a prôné les vertus de la justice, de la régulation et de la protection des salariés.

Dans un second temps, il a justifié un programme de réformes au nom de la crise qui épouse largement les souhaits du MEDEF.

Le Président a cherché à corriger l'image d'une politique qui suscite un vaste mécontentement chez les salariés, lequel s'exprime depuis six mois, en vantant dans les mots la réhabilitation du travail et de la production. Mais cela sonne complètement faux au vu des mesures prises ces deux dernières années.

La question des salaires, pourtant au cœur de nombreuses mobilisations, n'a été qu'à peine effleurée par une discrète référence au débat sur le partage de la valeur ajoutée dont le veto du MEDEF semble avoir eu raison. Le jour même, le gouvernement a officialisé la revalorisation dérisoire du SMIC de 1,30 %, soit 11 centimes de l'heure.

Sous couvert de la priorité à l'investissement, c'est la confirmation de la logique comptable de baisse de l'emploi public. Celle-ci demeure un dogme intangible alors que le Président dit par ailleurs vouloir tout remettre en cause, y compris le modèle de croissance et les conditions actuelles de la mondialisation.

Ainsi, le Président annonce une concertation de trois mois avec les syndicats pour définir les priorités stratégiques et budgétaires à inscrire dans une optique de sortie de crise. Cette consultation est déjà étroitement balisée par :

- L'annonce d'un emprunt national pour financer le budget de l'Etat alors que le bouclier fiscal est maintenu et que la remise en cause des exonérations de cotisations sociales n'est pas à l'ordre du jour,
- La suppression de la taxe professionnelle,
- La perspective de substituer la taxe carbone aux cotisations sociales au risque que la part des contributions issues des ménages augmente et que celle des entreprises diminue,

- L'extension annoncée du mécanisme des contrats de transition professionnelle (sans précision sur les sources de financement), dans l'optique d'aller vers le maintien des salaires pendant 12 mois pour les licenciés économiques, est loin de répondre à la situation des jeunes salariés, des intérimaires, des précaires ...

Le Président annonce par ailleurs un rendez-vous pour une nouvelle réforme des retraites en 2010. Encore une fois, seuls les paramètres d'âge de départ en retraite et de durée de cotisation sont privilégiés alors que d'autres pistes permettraient d'assurer la pérennité du système de retraite par répartition. Pour la CGT, la reconnaissance de la pénibilité du travail par des départs anticipés doit être un préalable à ce rendez-vous qui s'annonce conflictuel.

La Cgt va continuer à porter ses propositions et revendications, notamment lors de la rencontre du 1er juillet avec le Président de la République ou la plateforme intersyndicale doit être prise en compte.

Elle considère d'ores et déjà que la poursuite de mobilisations unitaires sera nécessaire pour faire prévaloir d'autres choix que ceux annoncés en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale, de retraite, de services publics et d'avenir des emplois industriels.

La Cgt sera présente tout l'été pour être aux côtés des salariés pour le développement des luttes.

Montreuil, le 23 juin 2009